

ORDRE DU JOUR
du COMITE TECHNIQUE MINISTERIEL
des 30 et 31 mai 2012

I.- Désignation du Secrétaire de séance et du Secrétaire adjoint.

II.- Adoption de l'ordre du jour.

III.- Approbation des procès-verbaux des réunions du CTM des 9 et 10 et 28 novembre 2011.

IV.- Suivi des propositions et avis.

V.- Bilan social de l'année 2011.

VI.- Questions d'ordre statutaire et d'organisation : avis formels.

Instances de dialogue social

- Projet de règlement intérieur du comité technique ministériel ;
 - Projet d'arrêté abrogeant l'arrêté du 13 janvier 1992 et portant création d'un comité technique spécial compétent à l'égard des services du ministère des affaires étrangères implantés à Nantes ;
 - Projet d'arrêté concernant le CHSCT ministériel ;
 - Projet d'arrêté concernant le CHSCT spécial à Nantes.
- Projet d'arrêté modifiant l'arrêté du 16 mars 2009 relatif à l'organisation de l'administration centrale du MAEE (transfert des activités de gestion de personnels au centre de services partagé RH à Nantes).
- Projet d'arrêté relatif à la création et au fonctionnement d'un comité ministériel des achats.

Centre de crise

- Projet de décret portant dérogations aux garanties minimales de durée de travail et de repos applicables à certains agents du ministère des affaires étrangères et européennes en service à l'administration centrale ;
- Projet d'arrêté portant application du décret portant dérogation aux garanties minimales de durée du travail et de repos applicables à certains agents du ministère des affaires étrangères et européennes en service à l'administration centrale ;
- Projet d'arrêté fixant une durée annuelle de travail effectif de référence réduite pour certains agents du ministère des affaires étrangères et européennes en service à l'administration centrale.

Règlements intérieurs administration centrale et postes à l'étranger

- Projet de règlement intérieur sur le cycle et les horaires de travail au centre de crise ;
- Projets de règlements intérieurs ARTT de certains postes à l'étranger : ambassades de France au Paraguay, au Kazakhstan, en Équateur, en Indonésie, en Tanzanie, en Arménie, en Islande, en Guinée Bissau, au Costa Rica, au Cameroun, en Suisse, au Burkina Faso et à Djibouti, Représentation permanente à Rome et consulats généraux de la Nouvelle Orléans, Rio de Janeiro et Tanger.

- Projet de décret modificatif du décret n°67-290 du 28 mars 1967 fixant les modalités de calcul des émoluments des personnels de l'Etat et des établissements publics de l'Etat à caractère administratif en service à l'étranger.

VII.- Orientations en matière de politique du personnel.

1) Gestion prévisionnelle des effectifs, des emplois et des carrières (GPEEC)

- Orientations stratégiques en matière de politique de ressources humaines ;
- Évolution des effectifs ; mise en œuvre de la RGPP ;
- Politique en matière de promotion de la parité.

2) Questions statutaires

- Point de situation sur les corps interministériels à gestion ministérielle (CiGEM) ; situation des corps de la filière technique ;
- Adhésion des SESIC au NES.

3) Mouvements

- État des lieux du mouvement 2012.

4) Agents titulaires

- Réforme des emplois de direction (décret du 15 janvier 2012) : mise en œuvre au sein du Département ;
- Négociation des ratios pro/pro pour le triennum 2013-2015.

5) Agents contractuels

- Mise en œuvre de la loi sur la résorption de l'emploi précaire dans la Fonction publique.

6) Agents de droit local

- Politique du Département en matière de revalorisation des rémunérations des ADL, notamment mesures coût-vie 2012.

7) Volontaires internationaux

- Point d'information sur le statut des volontaires internationaux (règles en matière de droits à congés et d'astreintes ; règles de délivrance de passeports).

8) Handicap

- Politique du handicap (recrutement passé et 2012, contribution du Département au FIPHFP, accessibilité des locaux à l'administration centrale et à l'étranger).

9) Conditions de travail et temps de travail

- Situation des postes dans les pays en crise (y compris la politique d'indemnisation) ;
- Point d'étape sur l'état d'avancement de la concertation et de la rédaction du plan de prévention des risques psycho-sociaux ;
- Expérimentation en matière d'organisation du temps de travail dans deux directions de l'administration centrale ; question de l'attribution des «token» et de ses conséquences en matière de temps de travail ;
- Permanences et astreintes à l'étranger ;
- Bilan des récupérations des élections présidentielles 2012 ;
- Nouvelle politique des fournitures par les bureaux d'appui aux utilisateurs.

10) Évaluation

- Lancement de la campagne FANEV 2012 (calendrier, présentation des innovations du formulaire en ligne, articulation avec la modulation).

11) *Formation, concours*

- Modernisation et professionnalisation de la formation linguistique au Département : tests de niveau, adoption de la grille de niveau européenne, cours thématiques, stages appliqués en anglais (préparation d'entretiens de recrutement) ;
- Nouveaux marchés de formation pour répondre aux besoins des agents en matière de prévention du risque psycho-social et d'efficacité professionnelle ;
- IDC mi-carrière : bilan provisoire de la première année de lancement ;
- Concours réservés (mise en œuvre de la loi Sauvadet cf. point VII 5) ;
- Bilan de la reconvoication à l'épreuve d'anglais du concours des adjoints de chancellerie.

VIII.- Questions budgétaires, Politique indemnitaire.

1) *Budget* : point d'étape sur l'exécution du budget 2012 ; préparation et calendrier du budget 2013.

2) *Primes et indemnités*

- Mise en place de la PFR pour les corps de catégorie C et les corps techniques ;
- Mise en œuvre de la réforme des indemnités de résidence à l'étranger (y compris volet majorations familiales ; bilan chiffré du reclassement ; répartition par corps de l'abattement pour les postes doubles) ;
- Indemnisation des permanences effectuées à l'administration centrale pour les élections 2012 ;
- Point sur les indemnités journalières de mission.

IX.- Modernisation, Réforme, Dialogue social

1) *Opérateurs*

- Bilan de la mise en place des opérateurs ; création de Campus France ; point d'étape de l'expérimentation du rattachement du réseau à l'Institut français dans 12 postes.

2) *Réseau diplomatique, consulaire et culturel*

- Réseau consulaire : état du réseau 2011 (fermetures, ouvertures, transformations de postes ; bilan des pôles régionaux ; moyens humains et financiers mis à la disposition du réseau consulaire) ;
- Réseau culturel : point sur la fusion SCAC/EAF.

3) *Dialogue social*

- Architecture des instances de dialogue social à l'administration centrale et à l'étranger (Comités techniques et CHSCT) ;
- Point sur la renégociation de l'accord cadre et l'adaptation des nouveaux textes sur le dialogue social au dialogue social à l'étranger.

4) *Direction des systèmes d'information*

- Organisation du système d'information de l'Etat à l'administration centrale et à l'étranger : projet d'interministérialisation des CRASICs ; interopérabilité des matériels avec le ministère de l'Intérieur ;
- Projet de portail unifié de la correspondance diplomatique et outils de mobilité (notamment utilisation de tablettes).

X.- Questions immobilières.

- Politique immobilière à l'administration centrale (bilan des déménagements, utilisation du site de la Courneuve, état et coût des contentieux pour le site de la Convention, état d'avancement des travaux au Quai d'Orsay et accessibilité aux personnes handicapées) ;
- Politique immobilière à l'étranger ;

- Réorganisation du service des immeubles et de la logistique ;
- Transfert des archives à Nantes.